

1936. Maurice Duplessis entre en scène

Michel Sarra-Bournet

Numéro 73, printemps 2003

Entre raison et passion : les Québécois et les élections

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/7406ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sarra-Bournet, M. (2003). 1936. Maurice Duplessis entre en scène.
Cap-aux-Diamants, (73), 29–32.

MAURICE DUPLESSIS ENTRE EN SCÈNE

1936

PAR MICHEL SARRA-BOURNET

Dans l'histoire du Québec, il est de ces scrutins que l'on qualifie de tournants. Après des années d'un régime apparemment immuable ou d'alternance prévisible, survient soudain ce qu'il est convenu d'appeler une élection «de réalignement». Néanmoins, chacun de ces événements est unique et recèle ses ressorts propres. Bien malin qui pourrait prévoir quel sera le prochain parti à être remplacé sur l'échiquier électoral québécois et quand cela se produira. Nous, historiens, sommes bien meilleurs à expliquer le passé qu'à prédire l'avenir. Alors, comment l'Union nationale en est-elle venue, en 1936, à remplacer les libéraux qui ont le contrôle de l'Assemblée législative depuis 1897? Pour comprendre cet événement, il faut remonter de quelques années dans le temps

Nous sommes en pleine dépression économique. Tout comme l'Église, le gouvernement de Louis-Alexandre Taschereau ne préconise qu'une seule issue à la crise : la colonisation. Même si le régime fédéral canadien lui en avait accordé les moyens, Taschereau croyait qu'on n'y pouvait rien, de toute façon.

Maurice Duplessis succède d'abord à Camillien Houde comme chef parlementaire des conservateurs, en septembre 1932. Ses discours laissent entrevoir son ruralisme : «La province de Québec a toujours été et doit toujours être essentiellement agricole.» En octobre 1933, il est élu chef du Parti conservateur du Québec.

L'Action libérale nationale (ALN) est un groupe de libéraux dissidents qui critiquent le gouvernement Taschereau en l'accusant de favoritisme, de corruption et de conservatisme. Ils sont dirigés par Paul Gouin, fils de l'ancien premier ministre libéral Lomer Gouin. La rupture survient en 1934.

L'ALN s'inspire du *New Deal* du président américain Franklin D. Roosevelt, mais surtout de la pensée de l'École sociale populaire. Cette organisation, dirigée par les jésuites, forme une coalition avec des intellectuels



nationalistes proches du mouvement ouvrier et agricole catholique qui produit, en 1933 le *Programme de restauration sociale*. On y préconise des réformes politiques, ouvrières et agricoles qui impliquent une intervention de l'État québécois. Ses propositions les plus radicales visent à amenuiser les effets des monopoles de l'électricité.

Le 7 novembre 1935, dix-huit jours avant l'élection, on annonce une alliance stratégique entre les conservateurs de Duplessis et l'ALN de Gouin. Mais les termes de l'entente demeurent secrets. Duplessis connaît l'ascendant du parti de son partenaire sur l'électorat. S'ils sont portés au pouvoir, Gouin choisira la plupart des ministres. Mais en échange, Duplessis obtient la place de pre-

■ Maurice Le Noblet Duplessis, à Rigaud, le 13 avril 1936. (Archives du Séminaire de Trois-Rivières).

UNION NATIONALE

Québec-Centre



Dr Philippe HAMEL
Québec-Ouest



Harry S. QUANT

LES QUATRE CHAMPIONS

de la
CAUSE NATIONALE

à
QUEBEC

et des
LIBERTES

du
PEUPLE

tiendront
une

Québec-Est



Oscar DROUIN
St-Sauveur



Pierre BERTRAND

Le Journal, Québec,
samedi 15 août 1936,
vol. VII, n° 56, p. 6.
(Collection privée).

mier ministre, étant donné son expérience parlementaire. Les candidats conserveront leurs étiquettes politiques respectives, mais on désignera l'alliance sous le nom d'Union nationale. La stratégie vient près de réussir : le Parti libéral n'a plus que 48 députés, l'Action libérale nationale, 26 et le Parti conservateur, 16. Le régime Taschereau est dans ses derniers retranchements.

Duplessis devient la vedette de l'Assemblée législative et s'impose comme le véritable chef de l'opposition. Au dire de ses propres députés, Paul Gouin est inapte, mais Duplessis doit aussi sa place à sa stature, à ses talents oratoires et tactiques. Bref, il ne l'a pas volée. Il réussit à faire convoquer le Comité des comptes publics qui se transforme en tribunal d'inquisition dont il est le procureur. C'est lors de ces audiences qu'il donne le coup de grâce à un Taschereau qui s'était tant bien que mal agrippé au pouvoir. Celui-ci cède sa place à Adélard Godbout. Du coup, Duplessis rompt alors avec Gouin. Lors d'un caucus tenu à Sherbrooke, le 20 juin 1936, il reçoit l'appui de 35 des 42 députés de l'Union nationale. Gouin ne se représentera pas, mais par erreur : il ratera la clôture du dépôt de candidatures de quelques heures. Les élections sont déclenchées le 10 juillet. «Avec un gouvernement dissolu, la dissolution s'imposait», s'écriera Duplessis.

Durant la campagne, Duplessis se pose en réformateur, s'engage à s'attaquer aux «trusts», propose des mesures pour assainir la politique, sans oublier de promettre de sauver

l'agriculture. Mais il insiste surtout sur la corruption du régime libéral, dans la foulée des audiences du Comité des comptes publics. De son côté, Adélard Godbout se présente comme un homme nouveau, réformiste, mais il traîne le lourd héritage du régime Taschereau.

L'élection du 17 août 1936 se solde par une éclatante victoire de l'Union nationale qui recolte 57,5 % des voix, contre 41,8 % au Parti libéral. La 20^e législature sera composée de 74 unionistes et de 14 libéraux.

Le 8 octobre 1936, l'adresse en réponse au discours du Trône est lue par le député Émile Boiteau de la circonscription de Bellechasse : «L'Union nationale, par la voix de son chef et de ses principaux lieutenants, avait mis devant le public un programme précis de réformes sociales et économiques. Quelques-unes de ces réformes seront votées par la Chambre, dès cette session d'urgence dont l'objet immédiat est d'adopter le budget que la dernière législature, dissoute subitement à la suite de l'enquête du Comité des comptes publics, n'avait pu voter.» L'Office du crédit agricole, qui voit le jour le 12 novembre au moment où l'agriculture est en proie à une des plus importantes crises de l'histoire du Québec, est la seule mesure concrète et substantielle de cette courte session. Ce geste vaudra à Duplessis l'appui indéfectible de l'électorat rural, avec l'exception notable de l'élection «référendaire» de 1939.



Paul Gouin (1898-1976). Fils et petit-fils de premier ministre du Québec, il fonde l'Action libérale nationale en 1934 et s'allie plus tard à Maurice Duplessis pour former l'Union nationale. Gouin se dissocie de Duplessis quelques mois avant l'élection de 1936. (Collection privée).

Cet appui est fondamental à la pérennité de l'Union nationale vu l'énorme surreprésentation des régions rurales dans la carte électorale.

L'élection de 1936 représente bien davantage un changement d'équipe au pouvoir qu'un changement de régime politique. Après l'arrivée de Maurice Duplessis, le libéralisme économique reste à l'honneur avec, en prime, un conservatisme social qui prend seulement une teinte idéologique plus marquée. Le 13 octobre 1936, dans sa réponse au discours du Trône de la session d'urgence qu'il a convoquée, le nouveau premier ministre affirme d'entrée de jeu que l'agriculture est «l'assise fondamentale de tout le progrès économique de notre province» et que son gouvernement «va développer la colonisation comme complément logique et indispensable de notre développement agricole».

De Maurice Duplessis, on a davantage retenu les mandats qu'il a exercés de 1944 à 1959. Pourtant, son premier mandat préfigure les quatre autres en plus d'attester de son style de leadership et de son habileté à manier les promesses. Ainsi, le 13 octobre 1936, il affirme sans ambages, pour narguer Télesphore-Damien Bouchard, le chef d'une opposition libérale dévastée, que «graduellement, aussitôt que possible, ces articles de notre programme, nous allons les appliquer tous et chacun. Nous allons faire, en un temps relativement court, 100 et 150 fois plus de bien que le gouvernement du passé en quinze ans.» Pourtant, malgré toutes ses allusions à la «primauté du capital humain sur le capital argent», Duplessis mettra très peu d'entraves sur la route des puissances d'argent, qui exploitent le Québec.

Après l'élection de 1936, les idées de l'Action libérale nationale sont rapidement mises de côté. La députation unioniste comprend plusieurs anciens membres de l'ALN. Moins de six mois après l'élection, les plus progressistes d'entre eux, Oscar Drouin, Ernest Grégoire et Philippe Hamel, entre autres, rompent finalement avec l'Union nationale et forment le Parti national. Le «chef» avait refusé de mater les magnats de l'électricité.

Le gouvernement Duplessis était donc aussi «libéral» que le régime Taschereau. Non pas qu'il aurait pu s'attaquer aux causes profondes de la crise économique, les instruments macroéconomiques étant entre les mains d'Ottawa et le budget de la province étant trop restreint pour stimuler la demande, mais il aurait pu tenter d'en atténuer certains effets, en commençant par mettre au pas les «trusts» de l'électricité. Mais pour Duplessis comme pour ses prédécesseurs, l'éco-



■ Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952). Il fut premier ministre de la province de Québec de 1920 à 1936. (Fonds ministère des Communications, Archives nationales du Québec à Québec).

nomie doit être entièrement entre les mains de l'entreprise privée. Sa Loi du salaire raisonnable, qui permettra au gouvernement de la province de fixer les salaires lors d'un conflit, aurait pu être un instrument progressiste et préfigurer le salaire minimum, mais elle lui a plutôt servi à empêcher les grèves.

Dans les années 1930, Duplessis s'est davantage distingué par sa lutte contre le communisme et les influences étrangères que par son nationalisme. On pense à la Loi du cadenas adoptée dès la deuxième session qui s'ouvre le 24 février 1937 et qui est censée viser «la propagande communiste», mais qui se révèle une épée de Damoclès suspendue au-dessus des groupes dissidents (mouvement syndical, Témoins de Jéhovah, etc.). Malgré quelques discours dénonçant l'assimilation et une velléité vite abandonnée d'assurer la primauté du français dans la législation québécoise, ce n'est véritablement que dans les années de prospérité d'après-guerre qu'il se révélera nationaliste, en se faisant défenseur des compétences des provinces. Mais ce que cachera cet autonomisme passif, c'est un parti pris pour le laisser-faire.

À la fin des années 1930, le Québec est éprouvé par des conflits ouvriers. Dans la grève du textile, Duplessis paraît se ranger du côté des patrons. Ses relations avec les syndicats s'enveniment lorsqu'il propose les projets de loi 19 et 20 qui restreignent la liberté syndicale et les droits des travailleurs.

La défaite de l'Union nationale, en 1939, est en partie due à l'astuce des libéraux qui font

Adélar Godbout
(1892-1956). Ministre de
l'Agriculture dans le
cabinet Taschereau (1930-
1936); premier ministre de
la province de Québec (11
juin 1936), il est défait
deux mois plus tard, le 17
août 1936.
Il est élu chef du Parti
libéral en juin 1937. Il sera
à nouveau premier ministre
de 1939 à 1944. *Pro-
gramme-souvenir 25^e
anniversaire du Club de
Réforme de Québec*. Châ-
teau Frontenac,
le 7 novembre 1942.
(Collection Yves
Beauregard).



équivaloir un vote à l'Union nationale à un vote pour la conscription. Mais elle s'explique également par le mauvais état des finances publiques et par la négligence de la machine partisane, une erreur que Duplessis ne commettra plus : le «duplessisme» des années 1944 à 1959 sera qualifié de «partitocratie». Son régime aura une emprise phénoménale sur la province qui accumulera un retard important en ce qui concerne ses institutions politiques.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'élection québécoise de 1936? Il est notoire qu'au Québec, le système uninominal à un tour conduit au bipartisme. En effet, les triangles électoraux ont été de courte durée dans notre histoire. Chaque fois qu'un nouveau parti d'une certaine importance a fait surface, c'était ou bien pour être absorbé (l'Ac-

tion libérale nationale par le Parti conservateur, le RIN par le Parti québécois), pour disparaître au bout de quelques années (le Bloc populaire et le Ralliement créditiste) ou pour «tasser» un vieux parti hors de l'échiquier politique (l'Union nationale qui remplaça le Parti conservateur; le Parti québécois qui, s'installant à la gauche du Parti libéral, poussa ce dernier vers la droite jusqu'à asphyxier l'Union nationale). Maintenant, quel sera le sort de l'Action démocratique du Québec? La beauté de l'histoire, c'est qu'elle s'écrit chaque jour. Et celle de notre démocratie, c'est que le peuple québécois fait, refait et défait ses gouvernements. ♦

Michel Sarra-Bournet est titulaire d'un doctorat en histoire de l'Université d'Ottawa et chargé de cours à l'UQAM et à l'Université de Montréal.

Pour en savoir plus :

Frédéric Lemieux et Maurice Pellerin. *Débats de l'Assemblée législative*, 1^{re} session, 20^e législature (1936), texte établi. Québec, Assemblée nationale (À PARAÎTRE).

Richard Jones. *Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale*. Ottawa, Société historique du Canada, 1983.

Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet (dir.). *Duplessis : Entre la grande noirceur et la société libérale*. Montréal, Québec Amérique, 1997.

Silvio Dumas. *L'élection du 17 août 1936*. Québec, Directeur général des élections, 1992. Collection «La revue électorale. Synthèses et documents».

Jean-Guy Genest. *Godbout*. Sillery, Septentrion, 1996.

Robert Rumilly. *Maurice Duplessis et son temps. I. 1890-1944*. Montréal, Fides, 1973.

Conrad Black. *Maurice Duplessis. I. 1890-1944, l'ascension*. Montréal, Éditions de l'Homme, 1977 (Les tomes I et 2 ont été réédités en un seul volume en 1999).

Prochain numéro : La navigation

LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC
CAP-AUX-DIAMANTS



www.capauxdiamants.org

• Un site en constante évolution